

**WARIN Philippe, 62 ans**

**Statut / Status**

Politologue. Directeur de recherche 1<sup>ère</sup> classe CNRS, UMR 5194. Enseignant à l'Université Grenoble Alpes.

Political scientist. Senior research fellow. Social sciences research laboratory (National Center for Scientific Research), Grenoble Alps University.

**Domaines de recherche / Research areas**

Analyse des politiques sociale et de santé. Etude du phénomène de non-recours.

Analysis of social and health policies. Non-take-up phenomenon study.

**Distinctions / Grants**

- Récipiendaire du « Grand Prix 1992 des Prix des Ministères » pour l'ouvrage *Les usagers dans l'évaluation des politiques publiques*, Paris, L'Harmattan, col. Logiques politiques, 1993.
- Lauréat 2002 et 2009 de France Qualité Publique pour l'Observatoire des non-recours aux droits et services (ODENORE).
- Co-récipiendaire du « Virginia A. Hodgkinson Research Prize 2002 » pour le numéro spécial de *Public Administration and Development* (1/22, 2002) « Government/Non-profit Relations in Comparative Perspective », issu du séminaire de recherche international organisé en juin 2001 par la George Washington University (Department of Public Administration) et la Borchard Foundation.
- Nominé pour le Prix 2017 de l'EN3S pour *Le non-recours aux politiques sociales* (2016).

**Responsabilités scientifiques / Academic responsibilities**

- Co-fondateur et membre de l'Observatoire des non-recours aux droits et services (Odenore/PACTE).
- Membre collaborateur du CREMIS – Centre de recherche de Montréal sur les inégalités sociales, les discriminations et les pratiques alternatives de citoyenneté (Université de Montréal).
- Co-responsable de l'Axe « Prévention, Promotion de la santé, Inclusion » de la MSH-Alpes.
- Membre du Comité d'orientation du RT6 « Protection sociale, politiques sociales et solidarités » de l'Association française de sociologie.
- Responsable de la série d'ouvrages RT6 dans la collection « Recherches » aux Editions de La Découverte (Paris).
- Membre du Conseil scientifique et de l'évaluation de l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme.